



OIC/7-MCFSAD/2016/S.G.SP

**DISCOURS
DE
S.E. IYAD AMEEN MADANI
SECRÉTAIRE GENERAL
DE
L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE
A LA 7^{ème} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
SUR
LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**ASTANA, RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN
26-28 AVRIL 2016**

Bismillah arrahman arrahim

Excellence M. Assylzhan Mamytkov, Ministre de l'Agriculture de la République du Kazakhstan,

Honorables Ministres et Chefs de Délégation,

Mesdames et Messieurs,

Assalamou Aleikom wa rahmatoullahi wa Barakatouhou

C'est, pour moi, un réel plaisir et un grand honneur de m'adresser à cette septième session de la Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, qui se tient dans cette belle métropole moderne d'Astana. Permettez-moi tout d'abord, d'exprimer ma profonde gratitude à Son Excellence, Nursultan Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, pour le soutien constant qu'il apporte aux différents programmes de l'OCI dans les divers secteurs, y compris l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire. Je tiens également à exprimer ma sincère gratitude au Gouvernement du Kazakhstan pour les excellentes dispositions prises pour cette session historique, qui intervient à un moment où une nouvelle institution spécialisée de l'OCI pour la sécurité alimentaire voit le jour à Astana. De même, je prends acte de l'engagement exceptionnel dont Son Excellence, M. Faruk Celik, Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Élevage de la République de Turquie, a fait preuve tout au long de son mandat en tant que Président de la Sixième session de notre Conférence ministérielle.

J'ai bon espoir que vos délibérations cet après-midi viendront étayer solidement la coopération mutuellement avantageuse sur le long terme dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, notamment à la lumière des multiples défis auxquels sont confrontés nos Etats membres dans leur combat de longue haleine contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Grâce à cette importante plateforme, il ne fait aucun doute que nous concrétiserons notre plan à long terme visant à garantir notre sécurité alimentaire, à renforcer notre secteur agricole et à améliorer les moyens de subsistance des peuples de nos États membres.

**Excellences,
Honorables délégués,**

Je saisis cette occasion pour attirer votre attention sur le fait que l'agriculture et la sécurité alimentaire occupent désormais une place centrale dans les stratégies de développement des nations. Ces pays prennent conscience que ce n'est pas seulement la croissance du Produit intérieur brut (PIB) ou la puissance économique qui garantissent la paix et la stabilité à long terme, mais plutôt la capacité à assurer sa propre sécurité alimentaire de manière durable. Nous considérons dans ce contexte que les abondantes richesses naturelles et l'expertise dont disposent nos États membres, et la coopération dynamique intra-OCI dans ce secteur important, peuvent jouer un rôle de premier plan dans le processus de développement et garantir la sécurité alimentaire des États membres. Cela est d'autant plus vrai que de nombreux pays de l'OCI sont très dépendants des marchés internationaux pour ce qui est de leur approvisionnement en denrées alimentaires, alors que certains autres sont de gros exportateurs de produits alimentaires.

Il est très réconfortant de constater que depuis la Conférence précédente, tenue en octobre 2011, à Istanbul, en Turquie, l'OCI et ses institutions compétentes ont accompli d'importantes avancées dans la mise en œuvre des résolutions de l'OCI dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte, nombreux sont les programmes qui ont été entièrement parachevés, tandis qu'un grand nombre d'entre eux en sont à des stades de réalisation très variables. A titre d'exemple, le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays islamiques (SESRIC) a lancé le Programme de Renforcement des Capacités Agricoles de l'OCI (OCI-AgriCaB), visant à renforcer les capacités des institutions nationales dans nos États membres en matière de gestion de la terre, de l'eau, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et de la sécurité alimentaire. De leur côté, les interventions de la Banque islamique de développement (BID) dans le secteur agricole des pays de l'OCI continuent à couvrir un large éventail d'activités destinées à générer des emplois, à réduire la pauvreté, à accroître la productivité et à améliorer la sécurité alimentaire. En témoignent les approbations nettes de la

BID qui se sont élevées à 5 milliards de US \$ pour plus de 155 projets agricoles dans 45 pays de l'OCI à la fin de 2014.

Plus important encore, nos efforts visant à créer une institution spécialisée de l'OCI pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ont été couronnés de succès avec la convocation, aujourd'hui, de la session inaugurale de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA). Cette Organisation, qui est chargée de la mise en œuvre des projets et programmes de l'OCI dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire, sera très utile pour les pays de l'OCI dans l'identification des domaines clés d'intérêt commun, afin d'améliorer la productivité agricole et, partant, de remporter les défis de la sécurité alimentaire et d'améliorer le bien-être général des populations.

**Excellences,
Honorables délégués,**

Nonobstant les réalisations mentionnées ci-dessus, le développement agricole et la sécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI continuent d'être confrontés à un certain nombre de problèmes et de défis persistants, dont ceux de la croissance démographique, l'amenuisement des terres arables, les demandes concurrentes pour les ressources et les incidences néfastes du changement climatique, auxquels il faudrait remédier de manière globale. Les statistiques montrent que 28 États Membres de l'OCI figuraient parmi les 54 pays à faible revenu et à déficit vivrier dans le monde (PFRDV), en 2015. De même, le déficit commercial alimentaire des pays de l'OCI a augmenté, passant de 16 milliards de dollars américains en 2000 à 79 milliards de dollars américains en 2014, ce qui révèle que les pays de l'OCI, en tant que groupe, sont, en moyenne, des importateurs nets de produits alimentaires, que la majorité d'entre eux comptent encore fortement sur les importations de divers produits alimentaires pour répondre à l'augmentation exponentielle de leur demande alimentaire intérieure. Cette situation a été aggravée par le fait que, durant la période comprise entre 2014 et 2016, quelque 166 millions de personnes sous-alimentées ont été enregistrées dans les pays de l'OCI, ce qui correspond à 20,8% du total des personnes sous-alimentées dans le monde. Les causes sous-jacentes de la malnutrition sont, entre autres, la pauvreté, la maladie, la pénurie de vivres et d'eau potable, et

les conflits. Ce sont des facteurs interdépendants, qui se combinent pour créer les conditions dans lesquelles la sous-alimentation fleurit et prospère.

Pour relever ces défis, il importe aujourd'hui d'adopter une approche plus inclusive en matière de partage de l'information sur les semences, les technologies, les équipements, les politiques et les mesures d'appui institutionnel pour améliorer la sécurité alimentaire, et ce à travers la promotion d'une production agricole et alimentaire durable.

C'est dans ce contexte que je souhaite attirer l'attention de cette auguste assemblée sur les problèmes suivants, qui ont surgi au cours de la mise en œuvre de divers programmes et projets de l'OCI dans le domaine du développement agricole et de la sécurité alimentaire :

Premièrement, et compte tenu des différences des niveaux de leur développement économique et social, la coopération entre nos États membres devrait se renforcer davantage, notamment dans le domaine du renforcement des capacités, des programmes/projets communs et de la gestion efficace des ressources, pour une meilleure production et une plus grande productivité dans le secteur de l'agriculture. À cet égard, les activités de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire seront très pertinentes et il serait donc souhaitable de soutenir au maximum les activités de cette nouvelle Organisation ;

Deuxièmement, la productivité et la pérennité dans ce secteur crucial ne sauraient être atteintes sans l'investissement. Nous devons, par conséquent, créer un environnement favorable pour impliquer pleinement le secteur privé. Cela signifie le développement d'instruments financiers appropriés et accessibles à plusieurs niveaux. Il est, par conséquent, nécessaire que les investissements dans le secteur agricole élargissent l'accès aux opportunités pour les agriculteurs et, tout particulièrement, les petits exploitants agricoles dans les États membres de l'OCI ;

Troisièmement, au cours de la quatrième Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, qui a eu lieu à Téhéran, en République islamique d'Iran, du 14 au 16 janvier 1995, les ministres avaient convenu de la création d'une Réserve de sécurité alimentaire de l'OCI destinée à assurer la sécurité alimentaire des États membres, à

travers la coordination des politiques nationales de stockage alimentaire et la mise en place de réserves stratégiques nationales, outre le suivi de la situation de la sécurité alimentaire dans les Etats membres de l'OCI. Étant donné que ces projets ne sont pas encore concrétisés, je nourris encore le sincère espoir de voir cette question figurer parmi celles qui seront débattues durant la conférence d'aujourd'hui, parallèlement à d'autres domaines prometteurs pour une future collaboration active et dynamique;

Enfin, et surtout, la promotion d'une agriculture axée sur le savoir, le renforcement de la recherche et de l'innovation, et la nécessité de combler le déficit de communication entre les agriculteurs, les chercheurs et les professionnels de l'agro-industrie, sont la pierre angulaire de nos efforts visant à promouvoir davantage la production agricole et alimentaire durable au sein de nos États membres. C'est bien grâce aux connaissances et au savoir-faire que les agriculteurs pourront être en mesure de faire un choix judicieux entre les diverses méthodes culturales pour une production agricole plus durable.

Je ne saurais terminer mon propos sans rappeler le rôle de cette Conférence dans l'appui à fournir à cette nouvelle institution qui vient de naître et qui est chargée de la mise en œuvre des diverses résolutions prises par l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole. Il ne fait aucun doute qu'une collaboration plus étroite entre les deux organisations comblera l'écart entre la prise des décisions et la mise en œuvre de ces mêmes décisions, d'autant plus que nous avons changé de paradigme au sein de notre Organisation en termes d'élaboration des projets communs, dans le but de consolider l'esprit de partenariat et de coopération entre nos Etats membres.

Avec ces quelques réflexions, je voudrais réaffirmer l'engagement du Secrétariat général de l'OCI à œuvrer en étroite collaboration avec vous pour relever les défis inhérents au développement agricole et à la sécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI.

Pour finir, qu'il me soit permis de souhaiter à cette Conférence de fructueuses délibérations.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Wassalamou aleikom wa rahmat Allah wa barakatouhou